

Membre de la BRVM

CGF BOURSE

Société de gestion et d'Intermédiation agréée

LETTRE MENSUELLE

N° 74 - Novembre 2005

ANALYSE BOURSIÈRE

La tendance à la hausse se maintient

Au 31 octobre 2005, le marché a terminé le mois à la hausse avec une capitalisation boursière de 1 154 milliards de Fcfa contre 1 100 milliards de Fcfa pour le mois de septembre. Celle des valeurs composant le BRVM 10 s'affiche à 840 milliards de Fcfa, en hausse de 8%. L'indice BRVM composite gagne 0,89% pour s'établir à 100,22 points et l'indice BRVM 10 progresse de 1,21% à 131,15 points.

La liquidité est à la hausse avec un volume mensuel de transactions qui a triplé à 111 923 titres échangés, pour une valeur de 954 millions de Fcfa.

Le secteur agricole a été le plus actif du marché des actions durant le mois d'octobre. En effet, 72% des transactions sur actions portaient sur ce secteur et notamment l'action SAPH CI qui a enregistré un volume de 50 142 actions à 4 505 Fcfa pendant la seule séance du 19 octobre 2005.

Les services publics accusent une légère baisse d'activité avec un volume transigé de 11 240 actions. Le cours de l'action SONATEL est passé à 58 505 Fcfa, soit une hausse mensuelle de 12%. Le grand perdant du secteur reste CIE CI avec une baisse de 16% à 8 000 Fcfa.

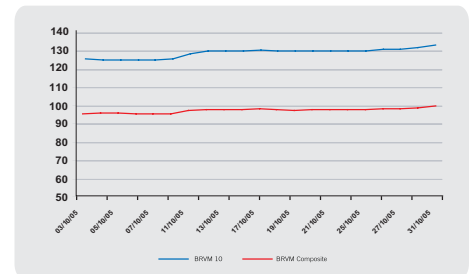
Le secteur financier affiche un volume de 4 179 actions échangées. SGB CI gagne 6,7% à 16 000 Fcfa tandis que BOA BN perd 0,53% à 37 800 Fcfa. Le secteur industriel, avec un volume de 2 685 titres, a été marqué par la hausse de 6,4% de SIVOA CI à 5 000 Fcfa et le recul important du titre SMB CI de 15,8% à 32 005 Fcfa après une hausse de 31% le mois dernier.

Dans le secteur de la distribution, le volume d'actions échangées sur le marché a été de 1 296 titres avec une hausse du titre TOTAL CI de 7% à 48 100 Fcfa.

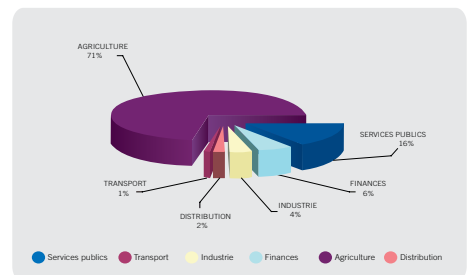
Les transports totalisent un volume de 808 actions transigées sur le marché au mois d'octobre.

Le marché obligataire a atteint une capitalisation de 326 milliards de Fcfa en octobre 2005 contre 199 milliards de Fcfa le mois précédent. Cette hausse considérable de la capitalisation de 63% est imputable à l'introduction sur le marché obligataire de deux lignes à savoir les titres "Trésor Public Côte d'Ivoire 6,5% 2005-2008" pour un montant de 86 milliards de Fcfa et "Etat du Sénégal 5,5% 2005-2010" pour 45 milliards de Fcfa. Et ceci, malgré le remboursement partiel des obligations BOAD 6,3% 1999-2007 et BOA 6,6% 2001-2008. En terme de volume de transactions, le marché des obligations a connu une forte activité au mois d'octobre avec un volume de 40 459 obligations négociées contre 26 890 titres en septembre, soit une hausse de plus de 50%. Ces mouvements significatifs s'expliquent par les transactions en blocs sur le titre "TPCI 6,5% 2003-2006" effectuées pour un volume global de 31 258 obligations aux séances du 17 et 18 octobre 2005.

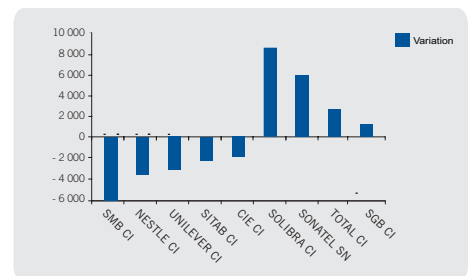
Evolution des indices



Volumes sectoriels



Plus fortes hausses / baisses



CGF BOURSE
Certifié ISO 9001 : 2000 par
BRVI
1^{ère} SGI Ouest africaine certifiée
ISO 9001 version 2000

THÈME DU MOIS

Economie - OMC

La Banque mondiale et le FMI avertissent des risques d'échec à l'OMC

La Banque Mondiale (BM) et le Fonds Monétaire International (FMI) ont appelé, le samedi 29 octobre 2005, les pays de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) à surmonter leurs divisions, notamment sur l'agriculture, pour parvenir à un accord lors de leur réunion de Hong Kong prévue en décembre prochain, mettant ainsi en garde contre les risques d'un échec. En effet, M. Paul Wolfowitz, Président de la Banque Mondiale et M. Rodrigo de Rato, Directeur Général du FMI ont invité les Etats-Unis et l'Union Européenne à surmonter leurs divisions sur l'agriculture mais aussi à ne pas se focaliser sur ce seul dossier. "L'agriculture est au coeur du cycle de négociation de Doha et avec raison", ont souligné les dirigeants des deux institutions financières multilatérales. Mais "l'agriculture, aussi importante soit-elle, ne doit pas avoir le monopole" des discussions, ont-ils ajouté.

"Un succès demandera aux partenaires clé de mettre de côté leurs intérêts particuliers et de faire preuve de flexibilité pour arriver au résultat ambitieux que le monde attend et dont il a besoin. Les enjeux sont trop importants pour envisager un échec", affirment MM. Wolfowitz et Rato.

Les négociations engagées à Doha en 2001 ont déjà connu un échec lors de la réunion de Cancun en septembre 2003 et la réunion de Hong Kong, qui se tiendra du 13 au 18 décembre 2005, est présentée comme la dernière chance pour les 148 pays membres de l'OMC de les relancer.

Dans leur communiqué conjoint, les dirigeants de la BM et du FMI affirment que le secteur agricole "souffre de distorsions commerciales qui pénalisent les consommateurs partout et les pauvres dans de nombreux pays en développement qui en dépendent pour leur existence. Des réductions larges et substantielles des tarifs dans les pays les plus riches apporteront les meilleurs gains en matière de développement". "Les subventions qui perturbent les échanges commerciaux agricoles doivent être réduites et pas seulement par le biais de manoeuvres techniques", avertissent-ils.

La nouvelle offre de l'Union européenne diminue en moyenne de 46% les tarifs imposés aux importations de produits agricoles contre une fourchette de 20% à 50% dans son offre précédente. Les Etats-Unis, mais aussi le Canada et l'Australie, la jugent insuffisante, Washington affirmant que l'UE prévoit trop d'exemptions pour les produits qu'elle présente comme "sensibles". Washington a, de son côté, proposé de réduire les aides à ses agriculteurs de 60%. Ce qui reste insuffisant pour les africains qui exigent la suppression complète des subventions. Les producteurs de coton américains ont reçu, au cours de la saison 2004-2005, plus de 4,2 milliards de dollars (environ 1 340 milliards de FCFA) de subvention. D'ailleurs, les producteurs de coton africains réunis à Lomé, au Togo, maintiennent la pression sur le

représentant des Etats-Unis, M. Rob Portmann, qui est attendu dans la région incessamment. Le refus des Etats-Unis de faire des concessions dans le domaine des subventions à leurs producteurs de coton avait contribué à l'échec du sommet de l'OMC à Cancun, en 2003. Tout le monde aimerait éviter un scénario du même type lors des prochaines négociations de l'OMC prévues pour le mois prochain à Hong-Kong.

Le ministre de l'agriculture du Bénin, par ailleurs porte parole des pays ACP, a déclaré, lors de la réunion de Lomé, que "les africains exigeaient l'abolition des subventions cotonnières aux Etats-Unis, une compensation financière et la création d'un fond d'aide aux planteurs".

L'Afrique a produit, lors de la dernière campagne, plus de 6% du volume mondial de coton, soit 1,4 million de tonnes de coton (la production mondiale étant de 23,2 millions de tonnes). 18 millions de personnes vivent directement ou indirectement du coton en Afrique.

La Commission européenne négocie à l'OMC pour l'ensemble des 25 pays membres de l'UE et certains d'entre eux, comme la France, jugent que son offre va déjà trop loin. La Banque mondiale et le FMI ont aussi appelé les pays les plus riches à prévoir des mesures d'assistance et de soutien aux pays pauvres pour les aider à faire face aux conséquences de l'ouverture de leurs marchés si un accord est trouvé au sein de l'OMC. "La Banque et le Fonds travaillent avec les pays donateurs et les pays destinataires de l'aide pour s'assurer qu'un soutien financier plus important et plus efficace soit disponible pour soutenir les résultats de Doha", ont-ils déclaré.

L'intervention du FMI et de la Banque mondiale répond aux menaces de voir l'impasse dans les discussions entre Washington et Bruxelles compromettre l'ensemble du cycle de Doha alors que celui-ci devait, à l'origine, servir à davantage intégrer les pays pauvres dans les échanges commerciaux internationaux. La réunion de Cancun s'était soldée sur un constat d'échec en raison de l'affrontement entre les pays pauvres du sud et les pays riches du nord, notamment sur la question des subventions agricoles.

LU POUR VOUS

Dernier avertissement

La tragédie du Cachemire, après celle du Tsunami et de la Nouvelle-Orléane, nous rappelle une évidence trop souvent oubliée : les pauvres sont beaucoup plus vulnérables que les riches. Accidents, maladies, catastrophes naturelles touchent les gens misérables plus que les autres. Et, dans le monde, il y a de plus en plus de pauvres ; il naît même et meurt de moins en moins de riches et de plus en plus de pauvres : alors qu'un tiers des humains vivent déjà au-dessous du seuil de pauvreté, ils seront, si rien ne change, la moitié de la population dans quarante ans. Et la fortune mondiale sera de plus en plus concentrée.

Toute occurrence d'un désastre représentera donc un défi lancé par de plus en plus de pauvres à de moins en moins de riches. Comme une façon de leur dire : êtes-vous là pour nous aider ? Etes-vous là pour aider le monde ?

Aujourd'hui, la réaction des puissants à la précarité des pauvres est celle des bourgeoisies nationales face à la misère des prolétaires du début du XIXe siècle : la charité, puis la bienfaisance. Il fallut les grandes révolutions du siècle et les grands mouvements de population vers les régions les plus riches pour que naissent des systèmes de protection sociale, qui firent peu à peu participer les plus pauvres aux fruits de la croissance industrielle. On en est loin sur la planète.

Pourtant, chaque catastrophe nous montre plus encore l'inanité de l'assistance et de la charité. Si rien n'est fait de majeur, de visible, si les hélicoptères américains continuent de

tourner dans le ciel de Bagdad au lieu de venir dégager les enfants prisonniers des écoles du Pakistan, les mouvements terroristes y trouveront des arguments pour enrôler de nouveaux candidats au suicide. Ils expliqueront, à juste titre, que les riches savent construire des maisons capables de résister aux tremblements de terre, qu'ils sont responsables, par leurs gaspillages, des modifications climatiques et, par leurs égoïsmes, de leurs frustrations.

Pour agir sérieusement, il faudrait d'abord créer une force internationale d'assistance, dotée des meilleurs équipements de lutte contre les catastrophes naturelles. Les armées de l'Occident disposent de ces moyens ; les regrouper n'est qu'une question de volonté politique. Il faudrait ensuite fournir à l'aide au développement les ressources dont elle manque ; les riches ne peuvent espérer acheter leur sécurité contre 0,3% de leur revenu : c'est moins que ce qu'ils consacrent à la nourriture de leurs animaux domestiques.

Le moment est venu de penser à un grand changement de paradigme. Par générosité, par lucidité, par peur. Comme on voudra. Comme on pourra.

Annonces

• Paiements annuités :

La Société pour l'Habitat et le Logement Territorial en Afrique (SHELTER AFRIQUE) procèdera, le 26 novembre 2005, au paiement des coupons d'intérêt semestriels de l'emprunt obligataire dénommé « SHELTER AFRIQUE 6% 2004-2009 ».

Les intéressés sont priés de contacter la CGF Bourse, la Société de Gestion et d'Intermédiation (SGI) arrangeur, chef de file et chargée du service financier de cette opération.



INFO D'AILLEURS

L'Euro au plus bas depuis plus d'un an et demi, le Dollar revigoré

L'Euro a reculé, le vendredi 04 novembre 2005, face au Dollar à un niveau jamais vu depuis plus d'un an et demi, inférieur à celui atteint au terme de son premier jour de cotation en 1999. La devise européenne a fléchi ainsi vendredi jusqu'à 1,1802 USD vers 15h 55 GMT, un plancher jamais atteint depuis le 15 mai 2004. Vers 17h 30 GMT, elle s'échangeait à 1,1812 Dollar, en dessous de son niveau de clôture à 1,1837 Dollar atteint le 4 janvier 1999 pour son premier jour de cotation.

La devise européenne a dû ce recul vendredi à une appréciation généralisée du Dollar face aux principales devises, en dépit d'un rapport sur l'emploi américain en octobre qui a fait ressortir seulement 56 000 créations d'emplois, contre 100 000 attendues en moyenne.

Malgré ce chiffre décevant, le billet vert a fait preuve d'une résistance qui lui a permis d'inverser la tendance. Incapable de dépasser le seuil de 1,20 USD à la faveur de ce chiffre, l'Euro a, en effet, encaissé une sévère correction technique, alors que le Dollar progressait partout sur le marché des changes.

"C'est un mouvement généralisé d'appréciation du Dollar. La poussée de l'Euro, après le rapport, s'est vite essouffée et a donné lieu à une correction technique très nette", a commenté Iain Stannard, économiste à la banque BNP-Paribas. "Cette correction a balayé sur son chemin de nombreux niveaux techniques, y compris les planchers du mois de juillet", a relevé l'analyste. En début juillet, l'Euro avait, en effet, atteint 1,1868 USD mais n'avait plus, depuis lors, semblé menacé de plonger sous ce seuil.

La poussée du billet vert était aussi sensible face au yen japonais et à la livre anglaise. Contre la devise japonaise par exemple, le dollar était au plus haut depuis août 2003 et évoluait au-dessus du seuil de 118 yens, après avoir touché un plus haut à 118,33.

A contrario des nombreux pronostics encore en vigueur au deuxième trimestre sur les marchés financiers et pariant sur son appréciation, l'Euro a cédé plus de 13% depuis son record historique de la fin 2004, à 1,3666 USD.



CGF Gestion, 1^{ère} société sénégalaise de gestion d'actifs

CGF Gestion est une filiale de CGF Bourse

12, rue Saint-Michel, BP 11 516 Dakar
Tél : (221) 849 03 96 - Fax : (221) 823 38 99
E-mail : cgfbrvm@sentoo.sn

Vos contacts à CGF Bourse

Marketing & Communication	Oumar DEME	(221) 849 03 97
Emission et Conseil Financier	Paul LÔ	(221) 849 03 98
Marché des Capitaux	Marie Odile SENE KANTOUSSAN	(221) 849 03 90
Etudes, Recherche et Documentation	Théodora DE CARVALHO DJANIE	(221) 849 03 86
Clientèle Privé et Administration	Anta DIA	(221) 849 03 99
Marché Secondaire et Négociation	Ndèye Khady DIACK NDIR	(221) 849 03 88
Gestion des Actifs (CGF Gestion)	Mame Marie SOW SAKHO	(221) 849 03 96

12, rue Saint-Michel, BP 11 516 Dakar - Tél. : (221) 849 03 99 - Fax (221) 823 38 99
E-mail : cgfbrvm@sentoo.sn - Site web : www.cgfbourse.com